

Journées Internationales de Paris

Séance Plénière du Dimanche 2 mars 1975

DISCOURS DE MADAME MABIKA - Haut Commissaire de la Promotion Féminine du Gabon

Madame le Ministre,
Chères collègues
Mesdames et Messieurs,

La France, en nous conviant femmes et hommes d'horizons et de climats divers, à venir ensemble nous recueillir sur le destin de plus de la moitié de l'humanité, en cette année tout juste éclos, n'a-t-elle pas voulu, pour plus d'une délégation au moins, prélu-der à tout ce qui au long de 1975, va marquer l'Année Internationale de la Femme? Les contacts internationaux et nationaux qu'elle a suscités ou qu'elle va susciter ici et là, les échanges, les remises en questions qu'elle va permettre, éveilleront plus d'une conscience et nous permettront de tirer leçon des expériences positives ou négatives vécues dans telle ou telle nation.

L'Année Internationale de la Femme ouvre certainement de longues décades consacrées au doublement des capacités humaines, des intelligences et des réalisations de la société internationale. Ces décades seront, à n'en pas douter, consacrées à l'amélioration de la société des femmes et des hommes et, essentiellement, à la conquête ou à la reconquête par les femmes, avec leur courtoisie profonde, d'un meilleur rapport des forces productrices et économiques entre les deux sexes. La femme dans le monde, sera parce que l'homme ne saura jamais se monter son ennemi quand bien même il le voudrait, et cela dans quelque continent que ce soit.

L'Afrique, ici diversement conviée, dira par plus d'une voix que l'Africaine est de coeur avec la femme française. La femme gabonaise, par la présence de son Haut Commissaire, dit à la femme française, et à toutes les femmes du monde sans exception: "Femme française, salut à toi soeur de l'espérance! Salut à toi, compagne de route sur les sentiers plus ou moins rocailleux qui mènent d'aujourd'hui à demain! de l'égalité formelle, quelque beau visage qu'elle ait, à l'égalité concrète, à la complémentarité dans la diversité".

Notre pays en est donc déjà à l'ère de la participation de l'autre face de la nation au gouvernement de la République. Comment est-ce arrivé? Il faut y voir la ferme volonté du Chef d'Etat, son Excellence Albert Bernard Bongo, dont la courtoisie institutionnelle est assurément l'un des traits qui témoignent au moins de son désir de tout frapper du sceau du renouveau.

Mon cheminement personnel sur les voies de

la vie formatrice et productrice, sinon toujours fructueuse, a toujours été un constant retour à notre pays natal, au Gabon si bien aimé de ses filles, car l'avenir y est espoir et l'avenir y est florissant de tout ce qui germe en elles de confiance en elles-mêmes et en la raison humaine-pour ne pas invoquer la justice des Dieux. Je vins en France, pour la première fois, à un moment où mon pays n'avait pas encore acquis son indépendance. Nos jeunes états avaient envoyé un flux important de jeunes stagiaires pour trouver en cette République amie les points d'attache les plus fructueux pour leurs coeurs assoiffés de connaissance, de savoir-faire. Pour qu'ils y for- gent aussi leur volonté d'assumer autant l'in- dépendance administrative et technique que la souveraineté politique toute en gestation. Alors que conjointement avec les responsabi- lités de mon mari attaché à la Haute représen- tation du Gabon en France, je me perfectionnais dans le Secrétariat dans une école des environs immédiats de l'Opéra, j'entrai en contact avec les femmes de ces stagiaires d'Afrique et de Madagascar. Tandis que les hommes rêvaient d'acquérir les connaissances nécessaires à la conquête des responsabilités administratives et techniques, nous aspirions à enrichir nos ména- ges et nos nations elles-mêmes, de notre meil- leure capacité à nous assumer en tant que dou- bles indispensables de tout ce qui est social pour parvenir à une conception meilleure de notre condition de conjointe et de citoyenne. Aux unes comme aux autres, il nous en est resté, au moins, des souvenirs vivaces.

Le premier retour dans la terre de nos mères, le pays de nos pères ne dura que 3 mois consac- rés au besoin d'être utile réellement, d'être de connivence avec tant de bonne volonté que l'on trouve à l'oeuvre. Un Gabon dans lequel, l'exode rural voit ses mauvais effets, chaque jour, davantage enrayés. Trois mois et c'était déjà le nouveau départ, mon mari étant sollici- té pour un stage de perfectionnement. C'est alors que je m'intéressai à l'Economie familiale. De retour dans ce pays où les ressources de com- préhension, de capital d'amitié égalent, pour le moins, les richesses de la forêt et des ré- serves du sol que certains disent miraculeuses, je fus, de ma propre initiative d'ailleurs, as- sociée au fonctionnement de l'organisation des femmes gabonaises, surtout au sein du parti gouvernemental.

Dans la dite-organisation, je fus nommée res- ponsable des centres socio-éducatifs oeuvrant au niveau des régions, qui sont l'équivalent des départements français. Cela dura 3 ans. Mais dans le même souci d'apporter une contri- bution...

SECRETARIAT PERMANENT POUR L'ANNEE INTERNATIONALE DE LA FEMME

32, Rue de Babylone 75700 Paris
Tel: 556 88 01

Presse - Documentation

bution toujours intense à l'oeuvre d'édification nationale, je devais me trouver Directrice d'un centre ménager d'orientation pédagogique, en collaboration, cette fois, avec une représentante de la F.A.O. chargée précisément d'un programme d'Economie familiale et dans le cadre du Ministère de l'Education Nationale. Mais diriger cette école nécessitait de vouloir apprendre à mieux enseigner. C'est alors que se situe mon 3ème et dernier stage, cette fois, dans un centre de promotion féminine et de développement. Et c'est en 1969, le retour définitif au Gabon.

En plus, donc, de mes charges pédagogiques dans un centre ménager, comme d'ailleurs avant mon départ en stage d'enseignement, je m'intéressai au fonctionnement d'un club d'élites nommé "Club Rénovation" qui devait fusionner avec l'organisation nationale des femmes gabonaises, pour constituer l'Union des femmes du Parti Démocrate Gabonais dont je fus nommée secrétaire générale. Je m'occupai, avec passion, des problèmes d'éducation de la femme, en zone rurale et en zone urbaine, en plus de mes responsabilités à la tête de l'organisation. Et ma passion dura 2 ans. Ensuite, en effet, je fus nommée secrétaire-adjoint de la mairie de Libreville. Dans le même temps, je devais d'ailleurs continuer à oeuvrer pour l'Economie familiale au sein de l'Union des Femmes, pour l'éducation de la femme en zone rurale et en zone urbaine. Et c'est là que, le 1er Juillet 1974, devait intervenir ma nomination, promotion qui pour être directement celle de la femme est aussi non moins sûrement dans ses effets, celle de la République, sans discrimination de sexe.

Si je pouvais déjà me permettre de répondre à la question de savoir quelles sont les possibilités offertes aux femmes de mon pays pour participer aux Affaires Publiques, à la défense et à la fructification des intérêts publics, je répondrais bien simplement : elles sont grandes et toutes apparences qui pourraient paraître contraires sont fausses. Au niveau du Parti de l'Union des Femmes, c'est l'affaire des femmes, comme au sein du gouvernement, du pouvoir législatif, où les femmes ont fait leur entrée bien antérieurement. Quand on pense que le droit constitutionnel se refuse à toute discrimination de quelque sorte que ce soit entre les deux faces qui ne sont complètes que l'une avec l'autre, on ne peut que très difficilement nous convaincre du contraire. Qu'il y ait une marge plus ou moins compressible entre ce qui est théoriquement et ce qui est réellement, c'est là un phénomène très général qui s'explique. C'est toute la question du travail de la femme. N'est-ce-pas d'ailleurs dans le divorce entre l'enveloppe des institutions favorables à la femme et leur contenu effectif que repose peut-être le point crucial de l'Année Internationale de la Femme? Peut-être cette année et celles qui suivront nous permettront-elles de trouver réponse, en particulier au niveau de notre nation, aux questions capitales qui sont ainsi suscitées. Comment l'éclairer dans le cadre de chaque état ? Comment à partir de là, l'enrayer, réconcilier ce qui doit être et peut-être ce qui est?

Quant à ma jeune expérience présente, d'un an seulement, quant aux résultats concrets de ma présence au gouvernement, je m'interdirai d'al-

ler y promener notre honorable assistance. Tout ce que nous pouvons dire, c'est que dans moins d'un an, certains de nos rêves collectifs auront déjà pris corps, se seront laissés tracer un visage en attendant de respirer le souffle de ceux qui en bénéficieront. Ce que nous pouvons faire observer, c'est que, selon nous, en plus de l'éveil d'une courtoisie créatrice, la présence de la femme dans les appareils d'Etat -essentielle en particulier dans le gouvernement- joue sur la conscience de l'homme, ses ambitions légitimes.

La condition de la femme est entre les mains de la femme. C'est une ère nouvelle qui s'ouvre en cette année. La Société des Nations est comme livrée à de nouveaux sculpteurs devant lui donner un visage non pas tant viril que plus étourdissant de vigoureuse beauté. Vive l'Etape Future ! Vive l'Année Internationale de la Femme.

Je vous remercie.